

DROIT AFRICAIN

Cette fiche offre un panorama des ressources documentaires disponibles en droit africain.

PLAN DE L'ARTICLE

1. Sites institutionnels et autres

- 1.1.L'annuaire des sites
- 1.2.Master 2 Droit comparé, spécialité Droits africains de Paris 1
- 1.3.Globalex
- 1.4.Droit-Afrique.com
- 1.5.Juricaf

2. Éditeurs juridiques

- 2.1.Penant : revue de droit des pays d'Afrique
- 2.2.L'ESSENTIEL droits africains des affaires
- 2.3.Juri-afrique
- 2.4.Droit uniforme africain

3. Bases de données commerciales

- 3.1.Doctrinal plus
- 3.2.Dalloz.fr, Lexis 360
- 3.3.EFL
- 3.4.Lamyline
- 3.5.Lextenso
- 3.6.Lexbase
- 3.7.Vlexglobal
- 3.8.Legalnews international
- 3.9.JSTOR
- 3.10.HeinOnline
- 3.11.Cambridge Core

1. Sites institutionnels et autres

1.1 L'annuaire des sites

L'[annuaire des sites](#) de la bibliothèque Cujas rassemble plus de 3500 liens vers des sites web ayant une relation avec le droit. On y trouve notamment plus de 430 liens vers des sites juridiques institutionnels des pays africains ou d'organisations régionales africaines.

1.2 Master 2 Droit comparé, spécialité Droits africains de Paris 1

La page de présentation du master contient une [bibliographie](#) concernant le droit africain.

1.3 Globalex

[GloLex](#) est un site internet gratuit proposant des ressources en droit international, en droit comparé et en droit des pays étrangers.

1.4 Droit-Afrique.com

Créé en 2005 : [Droit-afrique.com](#) est un site généraliste et gratuit sur le droit des affaires et la fiscalité des 24 pays d'Afrique francophone. Il rassemble essentiellement :

- des textes de Codes, lois, décrets, arrêtés, conventions, doctrine
- un portail internet recensant les sites contenant de l'information juridique africaine
- un annuaire des juristes d'affaires (avocats, conseils juridiques, notaires, etc.) compétents sur un ou plusieurs pays d'Afrique

1.5 Juricaf

[Juricaf](#) est une base de données de jurisprudence des cours suprêmes francophones.

2. Éditeurs juridiques

2.1 Penant : revue de droit des pays d'Afrique

[Penant](#) traite du droit privé en Afrique et plus particulièrement du droit des affaires.

2.2 L'ESSENTIEL droits africains des affaires

Revue d'actualité juridique du continent africain éditée par [Lextenso](#).

2.3 Juri-afrique

[JuriAfrique](#) est un portail du droit africain, appartenant à la société African Law Resources LLC. L'éditeur intègre de la législation, de la jurisprudence et de la doctrine africaine. Il publie également des brèves d'actualité juridique.

2.4 Droit uniforme africain

La collection Droit uniforme africain de Bruylant concerne des ouvrages sur l'OHADA.

3. Bases de données commerciales

3.1 Doctrinal plus

[Doctrinalplus](#) est une base de données de références bibliographiques issues de plus de 340 revues. On peut notamment y trouver des articles traitants du droit des pays ou organisations régionales africaines.

3.2 Dalloz.fr, Lexis 360

Ces bases sont essentiellement centrées sur le droit français. Il n'est cependant pas rare d'y trouver des articles ayant trait au droit africain.

La base de données [Lexis 360](#) comprend notamment au sein de l'encyclopédie Jurisclasseur droit international, une synthèse sur le droit OHADA.

3.3 EFL

Le portail Editions Francis Lefebvre propose un code OHADA.

3.4 Lamyline

Le site d'actualités lié à la base [Lamyline](#), nommé « actualités du droit », comprend un onglet « Afrique » incluant trois sous-onglets : droits nationaux, OHADA et autres organisations.

3.5 Lextenso

La [base](#) donne accès à la revue : l'ESSENTIEL droits africains des affaires.

3.6 Lexbase

La [base](#) contient la revue mensuelle Lexbase édition OHADA . Cette revue explore l'actualité légale, jurisprudentielle et doctrinale du droit OHADA et des droits africains.

3.7 Vlexglobal

[vLex Global](#) est une base de données permettant de consulter l'information juridique de 116 pays, (43 européens, 31 sur le continent américain, 18 en Asie, 24 en Afrique) ainsi que des organisations régionales (Union européenne, Mercosur, Communauté andine) depuis une plateforme unique.

3.8 Legalnews international

[Site de veille juridique](#), il comprend des brèves issues de la presse généraliste et spécialisée. Il comprend un onglet Afrique/Moyen-Orient.

3.9 JSTOR

Cette [base anglophone](#) comprend la revue : Journal of african law (1957-2012).

3.10 HeinOnline

Cette [base anglophone](#) donne accès à du texte intégral issu des revues :

- African Disability Rights Yearbook
- African Human Rights Law Journal
- African Law Journal of International and Comparative law
- African Journal of International Criminal Justice
- African Journal of Legal Studies
- African Law studies

Index to Foreign Legal Periodicals

Cette collection de Hein Online se compose de références bibliographiques d'articles issus de plus de 250 revues, dont 50 revues qui portent sur l'[aire géographique Africa](#).

3.11 Cambridge Core

La revue [Journal of African Law](#) (1970-) est accessible depuis la base de Cambridge university press.

Conditions d'utilisation

Les fiches issues des "Ressources documentaires" et des "Ressources pédagogiques" du Jurisguide sont sous [contrat Creative Commons](#)



Vous êtes libres :

- de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public
- de modifier cette création

selon les conditions suivantes :

Paternité

Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'oeuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'oeuvre).

Pas d'utilisation commerciale

Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Partage des conditions à l'identique

Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur : copies réservées à l'usage du copiste, courtes citations, parodie...)

Pour la version intégrale du contrat : voir le [code juridique Creative commons](#).